

Extrait du Investig'Action

<http://michelcollon.info/Le-Front-Populaire-refuse-l-offre.html>

# Le Front Populaire refuse l'offre du FMI

- Français - Analyses et témoignages - Afrique -

Date de mise en ligne : jeudi 7 février 2013

---

**Auteur(s) : Hama Hammami**

---

**Le Front Populaire refuse l'offre du FMI d'avoir une rencontre en privé. En effet, le FMI a imposé au peuple tunisien durant 23 ans, en s'appuyant sur la dictature de Ben Ali, une politique antisociale et antidémocratique qui a fait beaucoup de ravages (chômage, pauvreté, corruption et dictature..). En revanche, le Front Populaire propose au FMI une rencontre publique lors d'un débat télévisé.**

[[http://www.m-pep.org/local/cache-vignettes/L498xH329/BenAliRecompense\\_D.Strauss-Kahn-99b4e.jpg](http://www.m-pep.org/local/cache-vignettes/L498xH329/BenAliRecompense_D.Strauss-Kahn-99b4e.jpg)]

Le Front Populaire rappelle que, le peuple tunisien qui a fait la révolution a exprimé sa volonté de rejet de cette politique, et du pouvoir qui avait la charge de la lui imposer. De même que sa volonté d'en finir avec cette politique.

Cependant, faisant fi de cette volonté clairement exprimée à travers la révolution, le FMI non seulement exige la poursuite de la même politique, mais, en plus veut l'accentuer davantage. C'est le sens du nouveau plan d'austérité et de relance de l'endettement extérieur (à un rythme jamais atteint auparavant sous la dictature) qui vient d'être conclu avec le gouvernement de la Troïka. Le dernier rapport de l'Expert de l'ONU sur la dette qui condamne les agissements des créanciers comme le FMI en affirmant que : « les créanciers ne devraient pas subordonner l'octroi de prêts ou les mesures d'allègement de la dette à la mise en oeuvre, notamment, de politiques de privatisation, de titrisation, de libéralisation du commerce, de dérégulation des investissements ou de libéralisation du secteur financier ». Ce rapport insiste également sur le fait que « les États créanciers et les institutions financières internationales ne doivent pas tirer parti d'une crise économique, financière ou liée à la dette extérieure pour promouvoir des réformes structurelles dans les États débiteurs ».

Le Front Populaire ne reconnaît aucune légitimité au FMI pour continuer de décider du sort du peuple tunisien et considère son nouveau plan comme étant la poursuite de son agression contre le peuple tunisien. Le Front Populaire exige du FMI de cesser immédiatement toute ingérence et tout acte hostile contre le peuple tunisien. De même que le Front Populaire exige que le FMI rétrocède au peuple tunisien ce qu'il a indûment perçu comme remboursement de la dette odieuse afin que cela alimente un fonds de développement humain contrôlé par la population.

Le Front Populaire saisit cette occasion pour exiger du gouvernement de la Troïka de cesser toute collaboration avec le FMI qui porte atteinte aux intérêts vitaux du peuple tunisien. Qu'il mette fin aux négociations secrètes avec le FMI, la BM, la Commission Européenne ou bien toute autre autorité ayant pour objet les intérêts nationaux du peuple tunisien.

## Le Front Populaire refuse l'offre du FMI

---

Enfin, le Front Populaire exige la suspension immédiate du remboursement de la dette, le gel des intérêts et la réalisation d'un audit de la dette tunisienne. Cet audit doit associer la société civile et permettre de comprendre les circonstances entourant la conclusion de ces prêts, leur utilisation, d'identifier les responsabilités et déterminer la part odieuse : celle qui doit être annulée sans conditions.

Source : Front Populaire [<http://front-populaire.fr/le-front-populaire-refuse-loffre-du-fmi/>]